

DEPARTEMENT DE
MEURTHE ET MOSELLE
Arrondissement de NANCY

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE PONT A MOUSSON
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE
DU 21 MARS 2024 N°1617

Nombre de délégués en exercice : 64 Présents ou représentés : 57

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-et-un mars à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué le huit mars s'est réuni au siège de la Communauté de Communes sous la présidence de Monsieur Henry LEMOINE Président.

Etaient présents : Tous les délégués en exercice, sauf :

Madame HASSLER, ayant donné pouvoir à Monsieur SESMAT
Madame GUY, ayant donné pouvoir à Madame FERRERO
Madame FORMERY, ayant donné pouvoir à Monsieur LEOUTRE
Madame PRUNIAUX, ayant donné pouvoir à Monsieur David GIRARD
Mesdames DUDOIT, BARREAU et VAGNER
Messieurs MILANO, POIREL, JACQUOT et HERESBACH

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination du secrétaire de séance Monsieur Henri POIRSON ayant été désigné pour remplir ces fonctions, les a acceptées.

Avis sur le projet de révision du SCOT Sud 54
--

Compétent sur le Schéma de Cohérence Territoriale Sud de Meurthe et Moselle (SCoT Sud 54), le pôle métropolitain Nancy Sud Lorraine s'est engagé à réviser celui-ci dans le cadre d'une démarche concertée de près de 4 années avec notamment les habitants du territoire et les Personnes Publiques Associées (PPA), en traitant de diverses thématiques (Habitat, mobilité, santé, relance économique, accès aux services, transition énergétique, entre autres domaines).

Ainsi, à l'issue d'un diagnostic partagé, il a été élaboré un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) qui organise les orientations stratégiques du territoire pour les 20 prochaines années en matière de transitions et de coopérations au service de l'attractivité et de la qualité de vie et qui trouve son opérationnalité dans un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) illustré par deux grands volets : une armature territoriale, facteur de cohésion et d'attractivité et une armature verte, levier de qualité de vie et de résilience.

La révision du SCOT, qui est encadrée par des dispositions législatives émanant des lois Climat et Résilience, ELAN et ZAN, doit également s'assurer de la compatibilité de son dispositif avec les documents et schémas de rang supérieur (SRADDET, SDAGE et PGRI).



Considérant :

- Que la CCBPAM a été saisie par courrier en date du 20 décembre 2023, réceptionné le 26 décembre 2023, de la demande d'avis du Pôle Métropolitain Nancy Sud Lorraine pour la révision du SCOT Sud 54, arrêté par délibération du comité syndical le 16 décembre 2023, à émettre dans un délai de 3 mois à compter de la réception ;
- Que le SCOT se veut un document prescriptif qui s'impose aux collectivités territoriales notamment en matière d'urbanisme, d'aménagements économiques et de consommation foncière, la CCBPAM veut s'assurer que les enjeux et objectifs prescrits répondent aux spécificités et aux besoins de son Bassin de vie ;
- Qu'à la lecture des indicateurs retenus pour le SCOT Sud 54 au regard des objectifs établis, la CCBPAM relève principalement que :
 - Sur le plan démographique, il est fixé une ambition démographique établie sur une croissance de + 0,05 % /an jusqu'en 2030 puis + 0,1 % par an à partir de 2031,
 - Concernant l'armature territoriale, il est convenu de renforcer les polarités de l'armature urbaine et notamment les centralités,
 - En matière de sobriété foncière, il est arrêté :
 - De diminuer la consommation foncière de 50 % d'ici 2030, dans un objectif de 670 hectares maximum identifiés comme suit :
 - 530 ha répartis à l'échelle des EPCI du SCOT et dédiés au développement résidentiel, à l'économie locale, aux commerces, aux infrastructures et équipements locaux (640 ha de 2031 à 2040),
 - 140 ha mutualisés à l'échelle du SCOT à vocation économique et pour des projets d'intérêt « multipôle » (90 ha de 2031 à 2040),
 - De réduire le rythme d'artificialisation des sols à partir de 2031 pour parvenir à une artificielle nette à 0,
 - De rechercher des formes urbaines et économiques plus denses,
 - De renouveler et rationaliser l'offre en foncier économique tout en privilégiant l'implantation des activités économiques au cœur du tissu urbain mixte des villes et des villages,
 - Sur la question de l'habitat, il est fixé :
 - Des objectifs de production de 2 000 logements /an en moyenne jusqu'en 2040,
 - De lutter contre la vacance et de développer une offre de logements adaptée aux besoins des habitants
 - Sur le plan environnemental, de lutter plus efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre et de contribuer à la lutte contre les changements climatiques en accélérant les transitions énergétiques en matière de mobilité, de production d'énergies renouvelables, de préservation des espaces agricoles et forestiers.
 - En matière de mobilité, de renforcer l'intermodalité et d'organiser les rabattements vers l'offre ferroviaire, de prioriser le développement urbain sur les polarités en adéquation avec l'offre de transports collectifs.
 - Pour la CCBPAM, il est principalement défini les objectifs suivants :
 - Une limite de consommation foncière arrêtée à 50 ha jusqu'en 2031, (habitat et développement économique local) et 32 ha ensuite jusqu'à 2040,
 - Les zones économiques du Chêne Brûlé et d'Atton (comptabilisées hors développement économique local) sont identifiées ZAE à enjeux de développement ou de reconversion (dimension multipôle) et peuvent par conséquent s'étendre avec une limite plafond de consommation foncière



fixée à un maximum de 10 ha par EPCI et pour lesquels il est assuré **un portage de 50 % dans l'enveloppe commune du SCOT**,

- En matière d'habitat, des objectifs de production de logements fixés à 1 178 de 2021 à 2030 et à 1 471 de 2031 à 2040 tout en recherchant **à développer 70 % minimum de l'offre de logements au sein des enveloppes urbaines**,
- Une densité moyenne minimale de 25 logements/hectare pour la ville de Pont à Mousson et communes voisines (Blénod, Maidières, Montauville) à 15 logements/hectare pour les communes rurales situées dans l'aire d'attraction de la Métropole (Autreville, Lesménils, Rosières en Haye...),
- Préserver la faisabilité d'une interconnexion TGV/TER sur la commune de Vandières.

Vu l'avis favorable de la Commission développement économique du 14 mars 2024, le Conseil communautaire

EMET un avis favorable sur le projet de révision du SCOT Sud 54 dont un exemplaire est joint à la présente délibération.

NOTIFIE

○ **Les réserves suivantes :**

- Le SCOT arrêté au 16 décembre 2023 mais inscrit des stratégies et des objectifs opérationnels qui débutent au 1^{er} janvier 2021 : cette rétroactivité met en difficulté les collectivités qui n'ont pas eu la possibilité d'infléchir leurs stratégies urbaines et économiques et/ou qui ne disposent pas à ce jour d'un état suffisamment exhaustif de ce qui a été consommé ou produit jusqu'à aujourd'hui.
- Au vu des objectifs de densité, de productions de logements et de consommation foncière qui s'imposent à la CCBPAM, il y a lieu de s'interroger sur la prise en compte des spécificités territoriales eu égard aux particularismes de son bassin de vie, notamment sur les plans géographique (interconnexion avec les 2 métropoles et à proximité de pays frontaliers) et urbain, qui en font un territoire attractif tant sur le plan résidentiel qu'économique.
 - Ainsi, les critères de densité et de production de logements appliqués à l'échelle du SCOT peuvent se comprendre lorsqu'ils s'emploient sur des zones urbaines denses telles qu'une métropole mais ils n'apparaissent pas compatibles aux alternatives représentées par le rural et le périurbain bien présentes sur le Bassin de Pont à Mousson. Les communes rurales et périurbaines représentent, dans une période post crise sanitaire, un cadre et un mode de vie recherchés par de nombreux habitants avec un accès à de nombreux services puisque les communes rurales sont quasiment toutes situées à moins de 10 mn des bourgs centres (Dieulouard, Pagny sur Moselle) ou de l'agglomération-relais (Pont à Mousson).
 - La CCBPAM, territoire fortement dépendant de l'activité industrielle d'une seule entreprise, s'emploie à diversifier ses activités économiques. En freiner la mutation par une limitation de la consommation foncière par trop restrictive introduit un risque prégnant d'en freiner économiquement



le développement et par voie de conséquence, de ralentir son évolution démographique et la diversification de ses emplois.

Adopté à 21 voix pour à voix prépondérante

15 abstentions

21 voix contre

Pour extrait,
Le Président
Henry L|EMOINE